



Monsieur le Président,

Les agents n'en peuvent plus de subir le ressac incessant de la réorganisation permanente. Depuis plusieurs années, une réforme chasse l'autre, si bien que les personnels ne savent jamais vraiment s'ils terminent un cycle ou s'ils en entament un autre. Avec constance, à chaque étape, nous voyons passer le cortège d'injonctions incohérentes voire contradictoires. Nous mesurons l'absence de véritable orientation ou de stratégie. Tout reste en plan, incertain, inachevé.

En conséquence, les personnels vivent sous l'empire du précarité, la crainte chevillée au ventre de voir leur service fermer, de perdre leur poste, de subir mobilité géographiques et déménagements forcés.

Certains peinent par manque d'activité, conséquence d'un management frileux, étriqué, replié sur lui-même, enkysté dans des schémas éculés et sclérosants. D'autres ploient sous la surcharge de travail et les objectifs intenable. Là encore, l'encadrement tient sa part de responsabilité.

Le sentiment de perte de sens et d'utilité se généralise. Le ras le bol et le dégoût gagne tout un chacun. Notre rôle est d'en illustrer les causes afin de déculpabiliser les agents et d'alléger leur souffrance au travail. Nous avons à faire la lumière sur les dysfonctionnements pour tenter, par la négociation et le dialogue, d'y apporter des solutions. Nous laissons la place au dialogue. Nous posons comme pierre angulaire, pour bâtir cette direction, la nécessaire réflexion sur les missions de service public. Certainement mal conseillé, vous restez sourd à notre volonté, vous n'entendez ni les représentants du personnel, ni les agents et, depuis quelques semaines, le masque tombe, autoritarisme et menaces larvées apparaissent. Nous ne l'acceptons pas.

Certes, vous n'êtes pas responsable de tout. Cependant vous êtes la cheville ouvrière d'une RGPP, épinglée par la cour de comptes comme "*une approche principalement budgétaire de la gestion des ressources humaines de l'Etat*" dont nous constatons les conséquences dramatiques sur les missions de service public ainsi que sur la santé des agents. A ce titre, les conclusions de l'enquête santé au travail sont riches d'enseignements. Elles doivent vous alerter sur la perte de sens que ces réorganisations engendrent et sur la pression qui s'accroît sur les agents, quels que soit leur positionnement au sein de la DDTM.

Vous avez entamé des échanges bilatéraux sur le devenir de la DDTM.. Vous avez demandé aux organisations syndicales, dans le cadre du dialogue social, de donner leur avis sur votre projet. Nous vous avons écouté, nous avons exprimé nos analyses et nos points de vue. Nous vous avons alerté sur les limites de la trame que vous proposez. Depuis la première phase de discussions durant laquelle vous sembliez entendre les inquiétudes des agents, le ton a changé. Force est de constater que nous n'évoluons plus dans le cadre d'un dialogue social digne de ce nom. Pour preuve vos récents passages en force pour la tenue des commissions paritaires. Vous imposez un dictat de calendrier incompatible avec le traitement en profondeur d'un sujet aussi important pour le devenir des agents et de leurs missions.

Des inquiétudes fortes et spontanées se sont exprimées récemment dans vos services. Qu'avez-vous fait si ce n'est suivre les conseils de fermeté et de passage en force ? Cette voie est une impasse. Vous nous avez demandé de fixer les lignes, nous y sommes.

Nous ne cautionnerons pas une commission où, sous couvert de dialogue, nous serions relégués au rôle de témoins impuissants, spectateurs complices de la mise en place d'un projet décousu, sans vision, sans cap, sans volonté, où compétences réelles des agents et enjeux pour notre département n'auraient pas droit de cité.

Ce n'est pas un plan stratégique et d'avenir que vous nous proposez mais une révolution de palais.

Depuis plusieurs mois, la guerre des fiefs et des chefs fait rage. Chacun place ses points, utilise son temps à délimiter son périmètre, à sécuriser son cheptel d'agents et à rogner sur celui des voisins.

Que de temps passé à intriguer au détriment de l'animation de la vie des services. Que d'heures perdues qui auraient dû être mises à profit localement pour bâtir des projets de services, définir des objectifs et des stratégies en prise avec les préoccupations de nos concitoyens. Habitat, transport, déplacements, urbanisme, environnement, politiques maritimes sont des enjeux forts, le travail ne manque pas, les agents sont volontaires mais où est le plan ?

Les services naviguent dans le brouillard et à l'estime, sans personne à la barre. Les agents errent sans savoir où ils vont. Alors que nous entamons la pause estivale de 2011 et que le temps administratif ne reprendra réellement qu'au dernier trimestre de cette année, où en est le bilan d'activité de 2010 ? Où et quand ont été définis les objectifs pour cette année 2011 ? Où sont les bilans de réunions de service et des entretiens individuels qui feraient ressortir les aspirations des agents et les enjeux en terme de mission ?

Sans cela, comment prétendre pouvoir engager une dynamique et des synergies ? Nous le redisons avec force et détermination : la DDTM ne peut être réorganisée sur une base pérenne qu'avec l'adhésion enthousiaste d'agents affectés à des missions claires, individualisées, en prise avec les enjeux d'aménagement, d'environnement et de service public qui sont ceux d'un des plus grand département français, riche d'une forte diversité économique et écologique.

Cette organisation ne peut être découplée d'un maillage territorial solide, indispensable à la connaissance fine des territoires, charnière d'une interface de qualité avec les citoyens et les élus. Elle doit être forgée au moyen d'une animation d'équipe constante par un encadrement proche des agents et solidaire, sur des orientations intelligibles et une stratégie sinon partagée, du moins comprise et donc acceptée. Les agents ont besoin de visibilité et de retrouver un climat serein. Ils sont en quête de sens, de sécurité et d'objectifs clairs.

Ce qui nous est proposé ne nous convient ni sur le fond, ni sur la forme.

Sur le fond, le rattachement au siège d'un grand nombre d'agents aura pour conséquence de les isoler du réseau territorial et de déstructurer la communauté de travail.

Sur la forme, nous prétendons qu'un bouleversement aussi important du cadre de travail exige que nous discussions, en fixant en préalable les ambitions de cette Direction pour les années à venir. La définition des idées forces négociées et arrêtées, conduira à identifier les contours des services porteurs et à calibrer leur dimensionnement. Ce n'est qu'à l'issue de cet indispensable exercice qu'il sera possible de créer les conditions de l'adhésion des agents sur la base d'organigrammes nominatifs et complets, associés à des missions et des objectifs précis, indispensables à l'appropriation par chacun de l'évolution de son travail.

La situation n'est pas mûre, le schéma est incertain. Le projet est mal compris parce que bâti sans concertations locales, sans la participation des agents et de leurs représentants.

Les semaines à venir peuvent être mises à profit pour « dessiner la toile de fond et fixer un horizon. » Nous voulons construire avec les agents un projet collectif susceptible de s'incérer dans le schéma global. A ce titre, les chefs de service auront à « mouiller la chemise », leur manque d'investissement dans l'animation, est unanimement contesté, il n'est pas étranger au malaise ambiant et à cette situation de blocage.

Nous fixons ces points comme préalable, aussi, nous demandons le report du CTP à la rentrée.

Sur ce constat, nous vous laissons, Monsieur le Président, l'initiative. Vous êtes, nous sommes, à la croisée des chemins. Vous pouvez œuvrer avec ou contre les agents, tel est le sens de la décision que vous allez prendre.